Zeitschrift: Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte = Société Suisse d'Histoire Economique et Sociale

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte

Band: 22 (2007)

Artikel: Les services dans l'histoire économique : concepts, défis et tendances

Autor: Carreras, Albert

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-871861

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Albert Carreras[1]

Les services dans l'histoire économique

Concepts, défis et tendances

Le mépris des services dans l'histoire économique

Ces dernières décennies n'ont pas vu les grandes problématiques de l'histoire économique – à savoir l'industrialisation, l'instabilité du capitalisme ou la croissance économique – développer la question des services. Pour ceux qui se sont intéressés à l'industrie et à l'industrialisation ou encore à l'agriculture dans le monde préindustriel et à son déclin dans le monde industriel, les services ont eu bien peu d'importance. Les études sectorielles ne les touchaient pas. Les données des entreprises concernées n'étaient exploitées que dans la mesure où elles éclairaient tel ou tel phénomène industriel. La technologie l'emportait le plus souvent. Les services ne jouaient qu'un rôle de frein à l'avance de l'industrialisation et ne se comprenaient, dans cette perspective, que comme une conséquence des améliorations de la productivité du secteur qu'on appelait «réel» ou «productif».

Pour ceux qui se sont plus particulièrement intéressés au capitalisme et à son essor, quelques services – le commerce, les finances, le transport – présentaient des intérêts évidents. On les a étudiés attentivement, mais comme trois sujets bien différents, chacun d'eux avec sa logique interne et liés, dans tous les cas, aux développements de l'agriculture et de l'industrie. La *Cambridge Economic History of Europe* en est un bel exemple. Elle est bien fournie en chapitres importants sur les trois secteurs mentionnés, mais en revanche rien n'est dit sur le rôle de services en tant que tels.

Pour ceux qui se sont intéressés à la croissance économique moderne dans le sens proposé par Kuznets, les services étaient une nuisance. Ils étaient difficiles à mesurer et on utilisait des critères de comptabilisation et d'estimation qui se fondaient sur l'hypothèse qu'ils ne jouissaient pas de gains de productivité. On les mesurait donc par le volume de la population occupée. Un exemple de ce mépris est tout à fait perceptible dans les deux gros volumes de la *Cambridge Economic History of the United States* – près de 2000 pages au total – qui ne développent jamais la question des services à l'exception de quelques références sur la distribution de la population

active.[2] Et ceci en dépit du fait que les données connues sont indiscutables si l'on se réfère à la croissance séculaire des services aux Etats-Unis. L'exemple de la *Oxford Encyclopedia of Economic History* (publiée en 2003) est encore plus éloquent à ce propos. Les services sont mentionnés comme une partie de la consommation et occupent à peu près deux pages et demie sur 2500, soit un «millième» de l'ensemble de l'œuvre![3]

Pas plus que les historiens, les économistes n'ont porté qu'un intérêt exceptionnel et marginal aux services. Des économistes de la renommée de William Baumol avaient proposé très tôt une vision très pessimiste des services – le secteur à productivité fixe – dans un monde de secteurs à productivité croissante. Son article de 1967 sur «l'anatomie de la crise urbaine: macroéconomie de la croissance déséquilibrée», qui a connu un bon succès, a encore plus enraciné cette idée.[4]

Dernièrement, on a cependant vu la multiplication réjouissante d'initiatives chez les historiens économiques: le congrès de l'*European Business History Association,* septembre 2004 («De l'industrie aux services»),[5] le congrès de la *Società Italiana di Storia Economica* de novembre 2004, et maintenant la journée de la *Société Suisse d'Histoire Economique et Sociale*.[6] L'heure semble arrivée de s'intéresser sérieusement aux services.[7]

Quels changements pour nous faire repenser les services?

Sans doute, leur imparable essor. La tertiarisation de nos sociétés qui dure maintenant depuis des décennies ne peut plus se comprendre comme un simple effet transitoire et compensatoire de la crise traversée par l'industrie dans le dernier quart du 20e siècle. Nous aurions certes pu éviter de repenser l'histoire économique des services comme un phénomène nouveau. Mais le changement de vent dans la navigation historiographique va bien au-delà et nous oblige à réfléchir aux services avant leur essor contemporain. Parmi les nombreuses raisons que l'on pourrait évoquer, j'en ai choisi trois.

– La chute du socialisme ‹réel› et le triomphe des économies de marché ont brisé les fondements théoriques et idéologiques qui justifiaient le mépris des services et l'éloge de l'industrie. C'est une conception extrêmement bien enracinée dans l'histoire économique et dans les sciences économiques. Elle se fonde sur le préjugé négatif qui commence avec Adam Smith et se poursuit, au moins, jusqu'à Karl Marx. Adam Smith, dans *La richesse des nations,* a des phrases très dures sur le caractère improductif des services. Karl Marx, dans *Le Capital* et un peu partout dans ses écrits, les a répétées et élargies. Si les pères du libéralisme et du socialisme pensaient que les services étaient improductifs, il n'y avait rien d'autre à ajouter: ils ne le sont pas, un point c'est tout. Malgré le fait que les

économistes marginalistes aient mis à l'écart le débat sur le travail productif et improductif, les préjugés de Smith et Marx ont tenu.
Ce point de vue a eu un effet indiscutable chez ceux qui se sont intéressés aux secteurs «productifs»: ils étaient légitimés théoriquement. L'impact sur les services a été de les percevoir comme marginaux, voire inutiles. Il agissait de même pour ce qui concernait les politiques de développement. Plus qu'aucun autre, l'Union Soviétique a été le pays qui avait pointé du doigt l'industrie comme moteur de sa croissance et de son rattrapage. Le reste des pays qui se sentaient sous-développés avaient suivi la même route en donnant la priorité à l'industrialisation. Mais tous ont plus ou moins dû y renoncer, car l'économie de marché ne demandait pas d'industrie à tout prix, elle demandait des entreprises performantes à tout prix. Il n'y avait plus besoin de distinguer entre secteurs, mais de restaurer le marché et de créer des entreprises. L'intérêt a donc basculé de l'industrie aux entreprises. L'essor des études en histoire de l'entreprise est fondé sur des raisons similaires. C'est l'agenda des concepts et de la recherche qui a changé.

– La deuxième raison est à trouver dans l'essor d'une définition et d'une interprétation pour expliquer le succès des services. En simplifiant un peu, on peut dire que l'ouvrage de Manuel Castells sur *L'âge de l'information* et la diffusion du concept de la «société de l'information» ont réveillé les historiens économiques et sociaux de leur sommeil étroitement productiviste et les ont mis en face des multiples origines historiques de la société de l'information.[8] Une nouvelle théorie est née qui donnait un sens au tertiaire dans sa forme moderne. On savait cela depuis longtemps – ceux qui le savaient se sont trouvés bien à l'aise dans ce nouveau paradigme-, mais la «société de l'information» a donné une légitimité politique, culturelle et idéologique à un nouveau regard sur les services. La prise en compte de ces nouveaux concepts dans le discours public a encore plus renforcé ces tendances. Après Castells, de nombreux autres auteurs sont venus élargir son point de vue et apporter d'autres perspectives stimulantes sur le rôle des services.
– J'ajouterai encore une troisième raison. C'est une évidence d'admettre que, aujourd'hui, les grandes croissances industrielles se réalisent en Chine, mais sur la base d'un travail très mal payé. Or, la révolution économique américaine des années 1990 qu'on a qualifiée de «nouvelle économie» (la révolution économique au sens de Douglas North, c'est à dire «connaissances plus organisation»), a été une révolution des services à l'état pur.[9] Toute la production industrielle est «outsourced», elle se passe ailleurs. Ce qui reste aux Etats-Unis, ce sont des services hautement qualifiés. La vision des services comme «avancés» et de l'industrie comme «arriérée» a ainsi bouleversé les perceptions dominantes.

Des précédents oubliés

Mais il y avait des précédents pour une relecture du rôle des services. J'aimerais en mentionner un en particulier. Le texte en question a un caractère fondateur même s'il n'a pas été suffisamment apprécié à sa juste valeur. Son auteur, R. M. Hartwell, réunissait les trois traditions historiographiques mentionnées au début, soit l'histoire de l'industrialisation, du capitalisme et de la croissance économique. R. M. Hartwell, qui a publié dans ces trois directions, a rédigé le chapitre sur la «révolution des services» dans la *Fontana Economic History of Europe,* dirigée par Carlo M. Cipolla et publiée en 1973.[10] L'interprétation de Hartwell a très bien supporté les affres du temps, même si elle a été rédigée dans un contexte qui était peu adéquat. Son argument (parmi d'autres) consistait à affirmer qu'il y avait eu une révolution des services après la révolution industrielle. Elle commençait en 1870 et aurait duré jusqu'au moment où il écrivait (1970). Son chapitre arrivait certainement trop tôt et fut peu apprécié, voire oublié. Il était de plus placé dans le troisième volume de la collection, qui traitait des 18e et 19e siècles sous le grand titre «The Industrial Revolution». Dans de telles conditions, la vision que Hartwell offrait des services cadrait mal. Dans la mesure où il essaya de s'adapter à ce découpage chronologique, il réduisait le potentiel explicatif de son argument. Le texte de Hartwell aurait été bien plus utile dans les volumes qui traitaient du 20e siècle. Il aurait beaucoup mieux éclairé les enjeux des économies contemporaines. Malheureusement, Cipolla ne publia rien de semblable au texte de Hartwell dans aucun des quatre tomes qui concernaient le siècle industriel et post-industriel (n'oublions pas que le titre des tomes précédents, sur les économies nationales pendant le 18e et 19e siècle, était «L'essor des sociétés industrielles»)

Les historiens économistes aiment bien doter leurs interprétations de supports théoriques. Si Smith et Marx faisaient cause commune contre les services – car improductifs –, d'autres économistes ont perçu leur rôle avec une vision plus actuelle notamment un économiste suisse dans son affiliation académique: Léon Walras. Walras, fondateur de l'Ecole de Lausanne et un des quatre grands noms de la révolution marginaliste, est surtout connu par son approche d'équilibre général à l'économie, une approche qui paraît peu compatible avec celle des historiens, malgré quelques similitudes qui ne sont pas insignifiantes. Dans sa «préface» à la quatrième édition, publiée en 1900, de ses *Eléments d'économie politique pure ou Théorie de la richesse sociale,* Walras explique: «Parmi les choses dont se compose la richesse sociale, il faut distinguer les capitaux, ou biens durables, qui sont celles qui servent plus d'une fois, et les revenus, ou biens fongibles, qui sont celles qui ne servent qu'une seule fois. Les capitaux comprennent les terres, les facultés personnelles et les capitaux proprement dits. Les revenus comprennent d'abord les objets de consommation et les matières premières, qui sont le plus souvent des choses matérielles; mais ils

comprennent aussi, sous le nom de *services,* les usages successifs des capitaux, qui sont le plus souvent des choses immatérielles. Les services des capitaux qui ont une utilité directe vont se réunir aux objets de consommation sous le nom de *services* consommables; ceux qui n'ont qu'une utilité indirecte vont se réunir aux matières premières sous le nom de *services* producteurs. Là est, à mon sens, la clef de toute l'économie politique pure.»[11]
Walras place la distinction entre capitaux et revenus parmi lesquels on trouve les services tels qu'il les a définis au cœur de sa théorie. Il anticipe, de cette façon, la vision de la comptabilité nationale et de la théorie de la croissance. Il définit et classe les services avec une telle modernité que l'on peut soupçonner qu'elle demeurera classique.[12]
Les intuitions de Walras à l'égard des services ne connurent un succès que progressivement, mais quand l'heure de comptabiliser la richesse et le revenu des pays arriva, l'approche walrasienne l'emporta. Sans bruit, mais sans hésitation.

Nouveaux défis

Nous sommes donc face à l'obligation de relire et réinterpréter l'histoire des services. Elle nous pose des défis qui sont bien classiques. On les avait déjà répertoriés en parlant de la révolution industrielle. Ces défis sont: la classification, la mesure, la périodisation, la prévision des tendances futures et le rapport avec la croissance économique: cause ou effet?

La classification
Les services ne sont pas simples à classifier. L'industrie ne l'était pas plus au début. On le voit bien avec les premiers classements. La deuxième moitié du 19e siècle était encore pleine de discussions sur l'ordre des activités industrielles. Les congrès internationaux de statistique s'efforcèrent de définir des conventions classificatoires acceptables universellement. Pour les services, nous en sommes encore éloignés. La classification est le premier signe de la compréhension d'un phénomène. Si elle est mauvaise, elle peut bloquer l'interprétation. Ce n'est pas un hasard si ses critères sont encore très variés. On en trouvera ci-après quelques-uns tirés de la littérature économique, sociologique et historique que je mentionne tout au long de cet article:

Services à la vente (de marché) contre services non de marché (non à la vente).
Services privés contre services publics.
Services de manipulation de biens contre services aux personnes.
Services collectifs contre services individuels.
Services communautaires contre services de marché.

Vieux services contre nouveaux services.
Tertiaire contre quaternaire (les services intensifs en information).
Services technologiques contre services d'attention personnelle.

En bref: la classification des services est en train de beaucoup changer. Chaque nouvel auteur, chaque nouveau rapport, chaque nouvelle théorie propose sa propre classification. Nous sommes encore loin d'avoir défini des conventions généralement acceptables et durables. Les comptabilités nationales sont contraintes à chaque fois de repenser et de reclasser les phénomènes compris sous le manteau des services.

La mesure

Il y a toujours eu des difficultés à mesurer l'activité des services. C'est notamment le cas quand on oppose la mesure de l'agriculture et l'industrie, qui s'opère par ses produits, à la mesure des services, qui se fait par ses «inputs» (soit leur usage des facteurs productifs, notamment les personnes employées). On a beaucoup amélioré les méthodes depuis l'époque où on pensait mesurer les services comme une fonction directe du produit agrégé de l'agriculture et de l'industrie. Le calcul des effectifs employés et des salaires ou revenus touchés était déjà un progrès important. On voit que les dernières générations de comptabilités nationales historiques, plus sensibles aux services et mieux à même de les mesurer, proposent des évaluations qui nous semblent gonflées.[13] Ce gonflement peut être réel ou conventionnel. Une partie est conventionnelle. Par exemple, où classe-t-on les services financiers des entreprises? Dans le secteur auquel appartient l'entreprise ou dans les services? On a passé de la convention A à la B, et voilà que tout change! Mais le gonflement peut être réel: en étant plus attentif à tous les services, plus soigneux à les mesurer à des taux de salaire (ou de profit) adéquats, ou à prendre des indicateurs d'activité ou à choisir des meilleurs indices des prix comme déflateurs.

Mais le défi le plus grand dans la question de la mesure a surgi lors de la chute du socialisme réel. On avait accepté la mesure du produit physique (sans les services). Or même les meilleurs connaisseurs du monde soviétique avaient surestimé le niveau productif de ces économies. Le passage au système d'économie de marché a mis en évidence l'absence d'institutions offrant des services et l'absence de marchés pour les services. L'effondrement économique qui s'en est suivi a été énorme et il a obligé à réviser les conventions utilisées dans le passé. Il est, à cet égard, intéressant de relever le fait que l'orthodoxie soviétique acceptait mieux la valeur «productive» des services communautaires que celle des services orientés vers le marché (vers la distribution surtout, mais pas exclusivement). L'histoire des services dans les pays ayant connu le socialisme réel doit à nouveau être étudié pour mieux comprendre les difficultés de base de ce système.

Les tendances et la périodisation

Si les services gagnent en importance dans le monde d'aujourd'hui, il faudrait aussi savoir s'ils en avaient déjà gagné dans le passé, et si oui depuis quand. Les données disponibles pour le 20e siècle nous portent à penser que le phénomène est récent – après la Seconde Guerre mondiale. Mais les données plus longues que nous ont récemment fournies les calculs suédois, néerlandais ou espagnols – et sans oublier les britanniques et celles provenant des Etats-Unis – suggèrent une autre vision des choses. Les données suédoises, riches, bien construites et largement utilisées malgré le fait qu'elles n'aient pas donné lieu à une version où elles sont agrégées, nous offrent une perspective diachronique qui couvre 200 ans et un détail sectoriel très précis.[14] Voyons, en premier lieu, quelques données sur la proportion de la population active engagée dans les services dans ces différents pays (tab. 1).

Il ressort de ce tableau que la proportion de la population active engagée dans les services a augmenté en fonction des revenus par habitant. Plus le pays est riche, plus la population occupée dans le tertiaire est nombreuse. En fait, le tableau suggère que la Grande Bretagne était déjà bien plus riche que d'autres économies vers 1800 – même plus riche que les Pays Bas – et qu'encore en 1870, elle l'était plus que les Etats-Unis. Alors que la Grande Bretagne a augmenté sa proportion de population dans les services tout au long du 19e siècle, ce n'est pas le cas des Pays Bas. Voilà bien un signe de déclin relatif fort et qui correspond à ce qu'on sait par ailleurs sur l'économie néerlandaise. Il est aussi intéressant de constater que les Etats-Unis peuvent se comparer à la Grande Bretagne depuis 1920. La croissance a provoqué une plus grande spécialisation de la population dans les secteurs des services. En fait, on voit bien que les périodes de crise économique ou de manque de croissance sont aussi des périodes de stabilisation de la population engagée dans les services. Pour la Grande Bretagne, cette période commence à la fin du 19e siècle et dure jusqu'à la moitié du 20e siècle. Pour l'Espagne, la période critique se situe dans les années 1930–1950. Pour d'autres pays européens, ce sont les années qui vont de 1910 à 1960 environ.[15]

Tournons-nous maintenant vers la question du poids des services dans le produit national brut (tab. 2).

A la différence de la population active, la part des services dans le produit national brut est bien moins dynamique. Au point de départ de nos données, les pays riches et pauvres semblent partager les mêmes proportions de leur PNB en services. L'essor des services dans le PNB paraît un phénomène assez récent, après des décennies de stabilité, tandis que les points de départ sont bien plus élevés de ce qu'on pourrait espérer un peu partout. On peut interpréter ces résultats comme la conséquence de la haute rémunération que l'éducation procurait dans les sociétés moins développées. Ces services sont intensifs en travail hautement qualifié.

Tab. 1: *Proportion de la population active engagée dans les services (%), 1800–1998*

Année	Espagne	Etats Unis	Pays Bas	Royaume Uni	Suède
vers 1800			31	34	
1810			31	37	
1820			30	33	
1830			30	35	
1840			29	37	
1850	21		29	35	
1860	19		28	38	
1870	19	33	30	42	13
1880	19	33	31	44	15
1890	19	37	32	46	16
1900	21	39	33	45	17
1910	22	42	36	45	19
1920	22	45		45	21
1930	28	50		49	25
1940	27	52			35
1950	26	55		47	39
1960	32	60		49	41
1970	39	61		53	52
1980	48	66		60	62
1990	57	71			
1998	63	74			72

Sources: Espagne: Prados de la Escosura (cf. note 13). Pays Bas: Van Zanden/Smits/Horlings (cf. note 14). Etats-Unis: Kaelble (cf. note 15), 65–104. Complété pour 1990 avec Castells (cf. note 8), et pour 1998 avec C. Feinstein, «Structural Change in the Developed Countries during the Twentieth Century», *Oxford Review of Economic Policy* 15/4 (1999), p. 35–55. Royaume Uni: Rowthorn, R. E.; Wells, J. R., *De-Industrialization and Foreign Trade,* Cambridge 1987. Suède: Kaelble (cf. note 15); Feinstein, *op. cit.*

Tab. 2: *Proportion des services dans le produit national brut (%), 1750–1998*

Année	Espagne	Pays Bas	Royaume Uni	Suède
vers 1750	30		31	
vers 1800			44	46
1810		46	44	44
1820		49	42	43
1830		46	42	45
1840		45	44	43
1850	45	49	46	43
1860	40	47	46	41
1870	41	47	48	39
1880	36	45	52	40
1890	38	49	53	43
1900	40	50	53	40
1910	41	50	56	42
1920	38		56	43
1930	45		58	46
1940	50			48
1950	44		50	43
1960	42			46
1970	51		51	51
1980	56			57
1990	60			59

Sources: Espagne: Prados dela Escosura (cf. note 13). Pays Bas: Van Zanden/Smits/Horlings (cf. note 14). Royaume Uni: Deane P.; Cole W. A., *British Economic Growth, 1688–1959: Trends and Structure,* 2e éd., Cambridge 1967; R. Millward, «The rise of the service economy», in: Floud R.; Johnson P. (éd.), *The Cambridge Economic History of Modern Britain, vol. III: Structural Change and Growth, 1939–2000,* Cambridge 2004, p. 238–266. Suède: Krantz (cf. note 14).
Note: Le tableau ne considère plus les Etats-Unis à cause des difficultés d'obtenir des données comparables à celles des pays européens.

Tab. 3: *Productivité relative du travail dans les services (PNB = 100), 1800–2000*

Année	Espagne	Pays Bas	Royaume Uni	Suède
vers 1800			129	
1810		148	119	
1820		163	127	
1830		153	120	
1840		155	119	
1850	214	169	131	
1860	211	168	121	
1870	216	157	114	300
1880	189	145	118	267
1890	200	153	115	269
1900	190	152	118	235
1910	186	139	124	221
1920	173		124	205
1930	161		118	184
1940	185			137
1950	169		106	110
1960	131			112
1970	131		96	98
1980	117			92
1990	105			
vers 2000	105			85

Note: Le tableau est le résultat de la division des valeurs du tab. 2 par les valeurs du tab. 1 et de leur multiplication par 100.
Sources: Voir tab. 1 et 2.

Tab. 4: *Déflateurs sectoriels en Suède. Coefficient multiplicateur, 1800–1998*

Secteur	Déflateur
Produit total	122
Agriculture	98
Industrie	38
Construction	260
Transports et communications	16
Services privées	213
Services publics	671
Logement	322

Source: Krantz (cf. note 14).

Moins ce genre de travail est abondant, plus il sera relativement bien payé. En fait, les différentiels de revenus intersectoriels sont bien moindres dans les pays les plus riches (tab. 3).

Au fur et à mesure que la croissance se diffuse, les différentiels de productivité intersectoriels, dans les divers pays, s'affaiblissent et convergent, jusqu'à disparaître. La composition des services, bien disparates, peut effacer des différences plus importantes. Encore une fois, l'expérience de la Suède, où des déflateurs sectoriels ont été calculés, peut être à cet égard très éclairante (tab. 4).

Les services techniquement les plus avancés, ou les plus intensifs en capital physique (comme les transports et les communications), montrent une tendance claire à la baisse de leurs prix relatifs. Par contre, les services des administrations publiques, intensifs en travail, ont subi une forte hausse de leur prix par rapport à tous les autres.

La croissance des prix relatifs de la plupart des services est le moteur de leur capacité à occuper toujours plus de monde. Néanmoins, malgré la force de cette tendance, on a le risque de l'exagérer. La tertiarisation des sociétés occidentales ne peut pas nous cacher la puissance de l'essor industriel du monde en développement. Pour chaque ouvrier – et, en général, pour chaque employé industriel – qui perd son travail dans le monde développé, combien de nouveaux ouvriers apparaissent dans le monde en développement? On le sait mal. Les statistiques de travail sont très pauvres en la matière, particulièrement pour la Chine et pour toute l'Asie Orientale. Le Bureau International du Travail n'est pas capable de nous informer sur la vraie dimension de l'activité économique de la population, faute de données fournies par les pays

industriellement émergeants. Nous ne sommes pas en mesure de savoir si le monde, dans une vue d'ensemble, se tertiarise ou non. Il est clair que ce n'est pas le cas pour les pays de l'OCDE. Mais pour le reste? En tout cas, une tertiarisation de toute la planète est-elle imaginable? Sans doute. Si le poids de l'agriculture ne cesse de se réduire, l'industrie peut suivre la même tendance.

En guise de conclusion: quelle causalité?

On a traditionnellement compris les services comme des dérivés du produit physique. Cette vision repose sur l'hypothèse qu'ils ne font rien d'autre que suivre l'économie «productive». Les hypothèses récentes pointent vers d'autres conclusions. North a insisté sur l'importance des coûts de transaction.[16] Il a montré comment le secteur voué à des transactions a connu une très forte croissance aux Etats-Unis au long des 150 dernières années. Castells a proposé la production, la diffusion et l'utilisation de l'information comme la clé de l'essor des services.[17] Broadberry (seul ou avec Ghosal) a mis en évidence l'essor des services de marché.[18] Celui-ci est étroitement lié au développement de l'entreprise moderne («chandlerienne») et qui a permis ce que Broadberry appelle «l'industrialisation des services».[19] Toutes ces nouvelles visions placent l'information au cœur des services. Les technologies de la production et la transmission de l'information deviennent ainsi beaucoup plus importantes ainsi que, de même, leur histoire.[20]

L'information demande plus d'éducation (et donc des services éducatifs en proportion). Les services éducatifs sont nécessaires pour développer l'activité de recherche et de développement, nécessaire à son tour pour le progrès technologique. Celui-ci change continuellement le support matériel de l'information en abaissant le prix de transmission et de production. L'information est fondamentale dans les règlements de contrats qui sont continuellement requis dans toutes les activités de marché et dans toutes les entreprises. Le succès de l'économie de marché dans le monde entier est une des causes, sans doute, de la croissance de ses services. La multiplication des transactions demande aussi des services éducatifs. L'approvisionnement en éducation ne peut s'assurer qu'avec des processus de démocratisation qui donnent une légitimité et des ressources financières à l'éducation universelle. Celle-ci, à son tour, provoque, avec la démocratisation, l'essor des services publics et des services communautaires.[21]

Si les services dépendent de l'information et de la démocratisation, on peut comprendre d'une nouvelle façon les épisodes du passé et les tendances de l'avenir. Notamment, l'éducation nous apparaît comme l'élément indispensable à l'essor des services de haute qualification. Cela tombe bien: on saisit beaucoup mieux l'importance de l'éducation comme facteur de la croissance économique à travers

les services qu'à travers l'industrie. En plus, l'éducation n'est pas seulement conséquence de la démocratisation, mais aussi cause de sa durabilité. La tertiarisation est, à chaque fois, le phénomène qui permet à la démocratisation et à la croissance économique d'interagir vertueusement. Mais, à tous ces égards, je ne saurais donner aucune leçon à mes collègues suisses. Je ne fais rien d'autre que souligner l'essence du succès suisse.

Notes

1 Universitat Pompeu Fabra (Barcelona), Departament d'Economia i Empresa; albert.carreras@upf.edu. Cette conférence a été présentée à Berne, le 18 mai 2005, à l'occasion de la journée annuelle de la Société suisse d'histoire économique et sociale. Je remercie Margrit Müller et Laurent Tissot de leur invitation. Mes remerciements vont aussi à toutes les personnes présentes, particulièrement à toutes celles qui, par leurs questions, m'ont aidé à améliorer le texte et à Laurent Tissot qui a corrigé mon français. Les erreurs qui restent sont de ma seule responsabilité.

2 Engerman, S.; Gallman, R. (éd.)., *The Cambridge Economic History of the United States,* vol. II: *The Long Nineteenth Century,* Cambridge 2000.

3 Mokyr, Joel (éd.), *Oxford Encyclopedia of Economic History,* 5 volumes, Oxford 2003. L'article mentionné est: Krantz, Olle, «Services», vol. 1, p. 529–531.

4 Baumol, William, «Macroeconomics of Unbalanced Growth: The Anatomy of Urban Crisis», *American Economic Review* 57/3 (1967), p. 415–426.

5 Ce titre voulait inviter la grande communauté des historiens de l'industrie à Barcelone, mais il a été initialement perçu comme tout le contraire – un message d'exclusion. Le mot «services» serait un signal clair d'un manque d'intérêt pour l'industrie.

6 Conférence tenue au mois de mai 2005.

7 Cf. Le numéro spécial sous la direction de Chevandier, C., *Les services, Mouvement social* 211 (2005).

8 Castells, Manuel, *The Information Age: Economy, Society and Culture,* vol. 1: *The Rise of the Network Society,* Cambridge (MA) 1996. L'ouvrage a été traduit dans de nombreuses langues.

9 North, Douglass, *Structure and Change in Economic History,* Norton & Company 1981.

10 Hartwell, R. M., «The Service Revolution: The Growth of Services in Modern Economy, 1700–1914, in: Cipolla, C. M. (éd.), *The Fontana Economic History of Europe,* vol. 3: *The Industrial Revolution,* London 1973, p. 358–396.

11 Walras, Léon, «Eléments d'économie politique pure», in: Walras, Auguste et Léon, *Œuvres économique complètes,* vol. VIII, Paris 1988, p. 11–12. J'ai éliminé les formats de l'édition, qui alourdissent la lecture.

12 La 17e leçon: «Du capital et du revenu. Des trois services», approfondit les questions de définition et de classification. Walras, Auguste et Léon, *Œuvres économiques complètes,* vol. VIII, p. 263–272.

13 Un exemple est donné par Prados de la Escosura, Leandro, *El progreso económico de España (1850–2000),* Madrid 2003. Voir, au sujet de la mesure des services, les discussions dans plusieurs comptes rendus: Carreras, Albert, «Nota bibliográfica: Leandro Prados de la Escosura y El progreso económico de España (1850–2000)», *Revista de Historia Económica* XXII/2 (2004), p. 501–514; Maluquer de Motes, Jordi, «¿Cuánto, y cuándo, progresó la economía española moderna? La Contabilidad Nacional retrospectiva de Prados de la Escosura», *Revista de Historia Industrial* XIV/2 (2005), p. 189–200.

14 Je remercie Olle Krantz de m'avoir donné accès à son texte inédit *Swedish Historical Nacional Accounts, 1800–1998. Aggregated Output Series,* Umea 2001. Ses recherches sur les services en

Suède ont fait de Krantz une autorité en matière de mesure de la contribution des services à la croissance économique. Voir, notamment, Krantz, Olle, «Service Production in Historical National Accounts», *Review of Income and Wealth* 40/1 (1994), p. 19–41. Les données espagnoles sont celles de Prados de la Escosura (cf. note 13). Les données néerlandaises viennent de Van Zanden, Jan Luiten; Smits, Jan-Peter; Horlings, Edwin, *Dutch GNP and its Components, 1800–1913,* Groningen 2000.

15 Pour les autres pays, voire Kaelble, H., «Was Prometheus most Unbound in Europe? The Labour Force in Europe During the late XIXth and XXth Centuries», *Journal of European Economic History* 18/1 (1989).

16 North, D. C., «Transactions Costs in History», *Journal of European Economic History* 14/3 (1985), p. 557–576.

17 Castells (cf. note 8).

18 Broadberry, S.; Ghosal, S. «From the Counting House to the Modern Office: Explaining Anglo-American Productivity Differences in Services, 1870–1990», *Journal of Economic History* 62/4 (2002), p. 967–998; Broadberry, S., «Explaining Anglo-German Productivity Differences in Services since 1870», *European Review of Economic History* (2004), p. 229–262; Broadberry, S., *Market Services and the Productivity Race, 1850–2000. British Performance in International Perspective,* Cambridge 2006.

19 «Chandlerienne» en référence surtout à Chandler, Alfred D., *The Visible Hand: The Managerial Revolution in American Business,* Cambridge (MA) 1977.

20 Cf. à ce propos deux œuvres majeures publiées la même année: Chandler, Alfred D. Jr.; Cortada, James W. (éd.), *A Nation Transformed by Information: How Information has Shaped the United States from Colonial Times to the Present,* Oxford 2000; Headrick, Daniel, *When Information Came of Age: Technologies of Knowledge in the Age of Reason and Revolution, 1700–1850,* New York 2000.

21 Voir, à cet égard: Hartwell (cf. note 10); Lindert, Peter H., *Growing Public. Social Spending and Economic Growth Since the Eighteenth Century,* vol. I: *The Story,* Cambridge 2004.